

# Socialiste !

Lettre d'information mensuelle de la Fédération socialiste de la Haute-Savoie

N°16 - mai 2021



## Édito

### Attention danger !

Il y a un an, les élections municipales offraient à la gauche la satisfaction d'avoir conquis ou reconquis un nombre significatif de communes. Elles livraient au passage trois grands constats.

Tout d'abord celui d'une majorité présidentielle sans réelle consistance, sans force militante, sans cadres locaux et donc incapable d'occuper réellement le terrain politique. Le parti d'Emmanuel Macron, né d'une volonté de déstructurer les cadres politiques existants, n'ayant pas réussi à proposer autre chose, ne pouvait dès lors assurer son existence qu'en poursuivant son entreprise de démolition. Le second constat était que, loin d'être un obstacle à la montée de l'extrême droite, cette « disruption » pouvait finir par en devenir un tremplin. Le troisième, enfin, était que la gauche et les écologistes, quand ils savaient se rassembler autour de projets sérieux, construits et expliqués, étaient capables de convaincre, de gagner et donc de constituer un rempart solide à l'expansion de la droite extrême.

La séquence électorale actuelle, la dernière avant les présidentielles, va confirmer ces constats. Le premier est d'ores et déjà vérifié : la République En Marche fait une nouvelle fois la démonstration de sa vacuité et de son incapacité à assurer sur le terrain une présence politique en rapport avec les responsabilités qui sont les siennes. De façon complètement paradoxale, le parti présidentiel va n'être dans ces élections départementales et régionales qu'un figurant et il ne devra ses quelques succès, s'il en a, qu'à sa capacité de nuisance.

Le deuxième est aussi en passe de se vérifier : obsédé par son offensive de déstabilisation dirigée désormais vers la droite traditionnelle, Emmanuel Macron, en poussant dans les bras du RN des bataillons d'électeurs de la droite républicaine, ouvre à Marine Le Pen les portes,



non seulement du deuxième tour, mais aussi d'une victoire au deuxième tour qui n'est plus à exclure. Les sondages, qui chaque mois se resserrent un peu plus, en offrent la démonstration éclatante.

Quant au troisième constat, c'est la preuve par l'absurde qui pourrait cette fois faire office de démonstrateur. La désunion et la dispersion, qui fragilisent la gauche dans le scrutin des régionales, renvoient en effet une image à nouveau inquiétante. Seuls à n'être disposés à aucune concession, EELV et ses alliés, Génération.s en tête, font planer un suspens qui pourrait mal se finir. Si demain, leur décision d'avoir systématiquement une liste au 1er tour face aux présidences socialistes sortantes venaient signer des défaites en Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté, Aquitaine, Bretagne et Centre, ce serait un très mauvais signal envoyé. Le fait est que ni les concessions des forces de gauche à leur endroit, notamment dans les Hauts de France, ni le soutien aux présidents sortants apportés par plusieurs figures de l'écologie (dernier en date, José Bové) n'ont eu raison de cette obstination qui les habite désormais : se compter coûte que coûte face aux socialistes.

C'est un jeu dangereux qui vient anéantir le travail des municipales. Et c'est un jeu qui peut lui aussi ouvrir les portes du pouvoir à l'extrême droite.

**François THIMEL, 1<sup>er</sup> secrétaire**

# Sommaire

## Actu politique

- p. **3** **L'alternative en Auvergne-Rhône-Alpes : une nécessité !**  
Jean-Baptiste BAUD
- p. **4** **Le point sur les élections régionales et départementales**  
François THIMEL
- p. **6** **Les candidats**
- p. **8** **DOSSIER AGRICULTURE**
- p. **9** **Pour une agroécologie ancrée dans les territoires**  
Morgan MASSONIE-VERNAY
- p. **10** **Écologie et agriculture : le défi de la transition climatique**  
Sébastien COTTET / François THIMEL
- p. **11** **En Suisse, les lignes de fractures sur le modèle agricole sont les mêmes qu'en France**  
Entretien avec René LANGET

## Vie fédérale

- p. **13** **Relance du Mouvement jeunes socialistes (MJS) en Haute-Savoie**  
Rencontre de Loris DUMONT, Thomas de SARRAZIN et Valentin CHATENOU
- p. **15** **Images de campagne !**



# L'alternative en Auvergne-Rhône-Alpes : une nécessité !



## **Tourner la page Wauquiez**

Depuis plus de 5 ans, la Région est mise à mal par Laurent Wauquiez : gestion hasardeuse, clientélisme, inégalité de traitement entre les territoires, institution mis au service des ambitions personnelles de son président, gaspillage de l'argent public au profit d'une communication outrancière. Ces méthodes passéistes doivent prendre fin.

**Il est temps de tourner la page Laurent Wauquiez et de redonner à la Région son rôle : être au service de l'amélioration du quotidien de ses habitants.**

## **Reprendre en main le destin de notre Région : la région à la hauteur des enjeux de notre temps**

Nous proposons de rompre avec le passé et de mettre en place une politique répondant aux grands enjeux de notre temps. Nous sommes dans un contexte de crise majeur auquel il faut répondre de manière forte en assurant la solidarité et la cohésion sociale, en soutenant la jeunesse et en soutenant notre économie pour garantir une relance ambitieuse mais aussi tourner vers l'avenir. La transition écologique et la révolution technologique bouleversent profondément nos façons de travailler, de consommer, de produire, de se déplacer, de vivre ensemble. Pensée et accompagnée, cette nouvelle donne ne doit pas être vue seulement comme une contrainte mais aussi comme une opportunité de changer nos modes de vie et de construire un nouveau modèle de développement.

**La Région est la collectivité du quotidien et de l'innovation qui doit être à l'avant-garde de la modernité et tirer les territoires vers le haut.**

La Haute-Savoie est forte de ses richesses naturelles et économiques mais fait face à aux défis de l'urgence climatique, de la mutation du tourisme et des inégalités induites par la vie chère et l'augmentation de la population.

**La Haute-Savoie a toujours été pionnière, elle doit s'appuyer sur ses atouts pour devenir un territoire à la pointe de ces transitions. C'est notre ambition.**

- **Miser sur le ferroviaire en Haute-Savoie :** la transition écologique passe par la mobilité. Organiser les connexions intermodales autour du Léman Express, améliorer les dessertes nord-sud, mettre en place le RER sud Léman, mettre en place des tarifs sociaux et rendre les transports accessibles aux jeunes (gratuité, billets à 1 euro...)
- **Des services de proximité pour tous.** En Milieu rural comme urbain : accès à la santé, à l'éducation, à une bonne couverture numérique, au commerce de proximité...
- **Agir pour la montagne de demain et un tourisme durable :** accompagner l'ensemble de la filière dans la mutation, sécuriser le parcours des saisonniers, soutenir l'agriculture de montagne, protéger nos espaces naturels
- **Notre économie locale :** notre force. Favoriser la création d'emploi dans les filières d'avenir (numérique, écologique etc.), soutenir l'accès des jeunes au premier emploi, accompagner nos industries dans leur transformation, soutenir l'agriculture bio et raisonnée et les circuits courts.

**Jean-Baptiste BAUD, conseiller régional**

# Le point sur les élections régionales et départementales

Prévues initialement en mars, ces élections ont été reportées pour cause de pandémie et se tiendront les 20 et 27 juin. Les enjeux sont connus. En région, l'objectif est évidemment de battre Laurent Wauquiez, dont le bilan apparaît, à tous égards, désastreux.

En Haute-Savoie, l'ambition est de rompre la domination totale qu'exerce la droite dans notre département et de briser l'entre-soi d'élus qui ont pris leurs habitudes. Il faut que dans notre département des élus puissent porter une opposition réelle et redonner un souffle démocratique à un débat et des projets dont nous avons un besoin urgent.

Sur le plan régional, des discussions associant les forces de gauche et de l'écologie se sont tenues tous l'hiver. Mais, à l'image de ce qui se dessine au plan national, EELV a lancé dès septembre sa démarche, affirmant sa volonté de conduire jusqu'au bout une liste autonome et lançant sa tête de liste régionale dans la campagne. LFI a fait de même. Chacun va donc partir au premier tour, dans son couloir. Une configuration que souhaitait éviter le Parti Socialiste (appel au rassemblement du comité régional en juin), qui jusqu'à la dernière minute a fait des propositions.

Pour le PS, la procédure de désignation, interrompue pour raison de confinement, s'est décantée en mars. Najat Vallaud-Belakacem, sollicitée par le groupe des élus socialistes et les 1ers fédéraux de la région, a accepté de se présenter pour la tête de liste régionale. Un vote des militants étant impossible, ce sont les conseils fédéraux de l'ensemble des départements d'Auvergne-Rhône-Alpes qui ont validé sa candidature. Juste avant le confinement de l'automne, les militants de Haute-Savoie avaient pu voter pour désigner Jean Baptiste Baud, conseiller régional sortant, comme tête de liste départemental. La composition complète de la liste a été arrêtée en conseil fédéral le 14 avril, puis ratifiée par le bureau national.

Sur le plan départemental, la géométrie était plus complexe. La règle de ces élections impose, en effet, de réaliser au moins 12,5% des inscrits pour pouvoir accéder au deuxième tour. Ce qui veut dire, dans un contexte de forte abstention, faire de l'ordre de 20 % des votants (25% si l'abstention est de 50% - à défaut si aucune des listes n'atteint ce résultat, les deux premières sont qualifiées). On se souvient qu'en 2015, du fait des divisions, très peu de listes de gauche avaient accédé au deuxième tour et le FN avait été présent dans une grosse majorité de cantons.

**RÉINVENTONS !  
LA HAUTE-SAVOIE !**

Conscients de cette situation, les partis de la gauche et de l'écologie ont pris l'initiative de se rencontrer. C'est ainsi que le PC, le PS, EELV, Génération.s, Nouvelle Donne et LFI se sont retrouvés à six reprises dans le but d'élaborer un appel commun et de tenter d'éviter la dispersion des listes. Le travail commun coordonné par Génération.s a été conduit dans un esprit positif, ouvert et intéressant sur plusieurs plans. L'idée de construire dans tous les cantons des listes uniques sous un label unique paraissant hors de portée, l'adoption d'une charte commune a été à deux doigts d'aboutir. En refusant de signer la charte et en décidant de ne soutenir que les trois binômes qu'ils présentent, les « Insoumis » qui considèrent toujours qu'il est impossible pour eux d'apparaître aux côtés de militants socialistes, n'ont pas permis à la tentative d'aboutir.

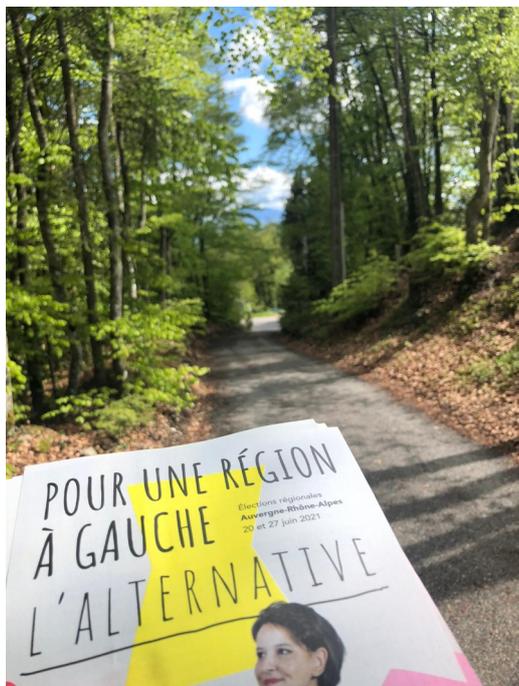
Sur Annecy, la dynamique « Réinventons la Haute-Savoie » conduite dans la foulée de celle de « Réveillons Annecy », et à laquelle le PS mais aussi EELV, Génération.s et Nouvelle Donne ont apporté leur soutien a « bloqué » le PC qui sur deux cantons a rejoint LFI.

# Le point sur les élections régionales et départementales (suite)

Cet épisode n'a cependant pas été inutile. Il a permis sur tous les autres cantons, Annemasse constituant un cas particulier, de mettre sur pied des binômes rassembleurs avec des encartés et des sympathisants des différentes organisations (sauf LFI donc), qui vont se présenter en commun sous l'étiquette des partis de la gauche et de l'écologie ou d'un label commun (« Chablais en commun » pour les trois cantons du Chablais).

Plusieurs de nos camarades sont dans ces binômes. À La-Roche-sur-Foron avec EELV, à Gaillard et à Thonon avec le PC, ainsi que dans les binômes d'Annecy avec EELV et Génération.s. C'est une avancée importante qui doit être soulignée. Elle marque la volonté des forces de gauche de notre département de s'unir autant que de possible pour faire face à une hégémonie de la droite, qui pour tous est devenue insupportable.

Une exception ! À Sallanches, où le scénario des sénatoriales s'est répété avec l'intransigeance d'EELV qui n'a pas permis d'aboutir à un accord. Nous serons présents avec le PC face au binôme d'EELV.



Crédit : Loris Dumont

Cette démarche commune a aussi permis de constater (y compris avec LFI) les convergences qui peuvent nous unir et de faire converger des réseaux militants qui, si on en reste au contexte régional ou national, peinent à se rencontrer. Un travail pas forcément inutile pour l'avenir !

Dans ces démarches, que ce soit au niveau départemental ou dans les collectifs d'Annecy et du Chablais, le travail que le PS a mené en amont, sur le plan du projet, a été fort utile. Rappelons en effet que, dès octobre, nous nous sommes organisés pour conduire une réflexion de fond sur la situation de la Haute-Savoie et dégager de réelles propositions. Face au « vide programmatique » de nombreux candidats de droite, du centre ou d'ailleurs, qui ne vont aligner que des idées générales et des phrases creuses, il était important que nous soyons en capacité d'offrir une vision réfléchie, cohérente et offensive sur les objectifs politiques qu'il faut poursuivre dans un département comme le nôtre.

Avec une analyse et des propositions détaillées (17 pages et douze objectifs prioritaires), une réflexion spécifique sur la montagne et sur la question transfrontalière, la fédération, avec ses élus et ses militants engagés dans le tissu professionnel et associatif, a fourni un travail remarqué et utile qui a vocation à rester. Ce sera aussi l'un des acquis de cette séquence électorale.

L'heure est maintenant à la mobilisation derrière la liste des régionales, avec Najat, Jean Baptiste et Dominique, et derrière les binômes de gauche pour permettre aux forces progressistes de notre département d'engranger de nouvelles victoires dans la foulée de celles des municipales.

**François THIMEL, 1<sup>er</sup> secrétaire**

# Élections régionales et départementales : les candidats

**Régionales** : liste adoptée par le conseil fédéral, ratifiée par le bureau national et déposée par Najat Vallaud-Belkacem

- |                         |                       |
|-------------------------|-----------------------|
| 1 BAUD Jean Baptiste    | 12 DEGENEVE Coralie   |
| 2 LACHENAL Dominique    | 13 DUMONT Loris       |
| 3 GERY Fabien           | 14 BEAUCHAMP Annie    |
| 4 REBET Christèle       | 15 GENIN Jean Pierre  |
| 5 MATHELIER Guillaume   | 16 LOUNIS Louiza      |
| 6 DONZEL Claire         | 17 URZUA Hernan       |
| 7 GUILLARD Jean         | 18 LAPERRIERE Monique |
| 8 PONCHET Olga          | 19 BERGER Alain       |
| 9 THIMEL François       | 20 MORISOT Nelly      |
| 10 RIM A KEDI Emilienne | 21 DUPESSEY Christian |
| 11 CHAMPION Thierry     | 22GRUBER Françoise    |



# Élections régionales et départementales : les candidats

**Départementales** : candidats investis ou soutenus par la fédération de Haute-Savoie du PS

DEPREZ Julien	Canton de La Roche sur Foron
FAVRELLE Anne	Canton de Gaillard
MALKI Hakim	Canton de Sallanches
MASSONNIE Morgan	Canton de Seynod (suppléant)
PARRA d'ANDERT Sophie	Canton de Thonon
FOURNIER BIDOZ Gérard	Canton de Faverges

Le PS apporte par ailleurs son soutien aux binômes suivants :

LAFARIE/LANG	Canton Annecy 1
LAMY/SCIABBARSI	Canton Annecy 2
MULATIER/GACHET	Canton Annecy 3
DESCHAMPS/ROBERT	Canton d'Evian
LITAIZE/PINET	Canton de Rumilly
BLANCHARD/CRESPEAU	Canton de Saint-Julien
MONTBROUSSOUS/ VINUREL	Canton de Bonneville
LAMBERT/MORIN	Canton de Sciez

**VOTE.**

[parti-socialiste.fr/procuration\\_2021](https://parti-socialiste.fr/procuration_2021)

Absent.e le  
jour du vote  
?

**20** juin  
**27** 2021

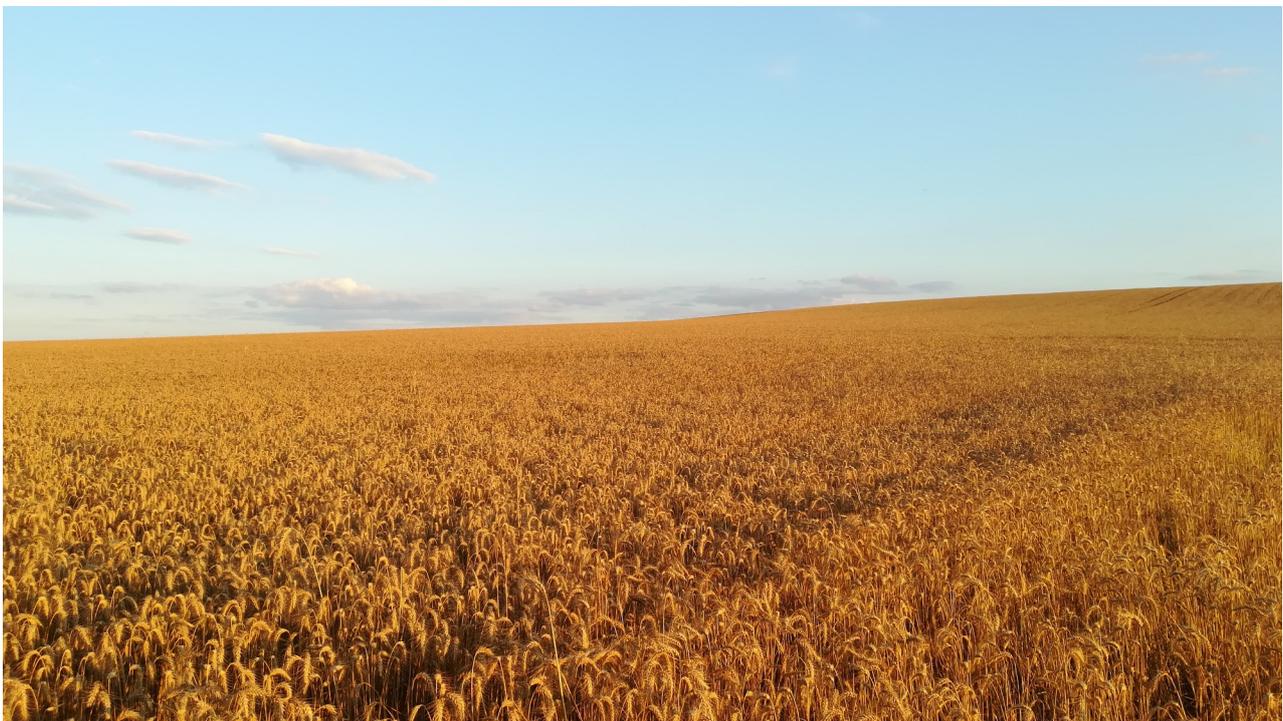
Départementales et Régionales

## Dossier agriculture

La CNAR (Commission national agricole et rurale du PS) a organisé courant avril un débat en visio qui a rassemblé beaucoup de monde.

Plusieurs camarades de la fédération y participaient. La fédération a aussi organisé un « Lundi d'la fédé » sur le thème avec Gérard FOURNIER BIDOZ, agriculteur et président de la Communauté de communes des vallées de Thônes.

Les questions agricoles intéressent de plus en plus et la réforme de la politique agricole commune (PAC) en cours de finalisation suscite bien des questions.



**Socialistes ! fait le point avec la contribution que Sébastien Cottet et François Thimel ont adressé à la CNAR, avec un article de Morgan Massonié-Vernay, qui assistait à la CNAR, et avec une interview de notre camarade suisse René Longet.**

# Pour une agroécologie ancrée dans les territoires

L'ancrage territorial est une question importante à l'heure où les pratiques agricoles évoluent vers l'agroécologie. Mais de quel territoire parlons-nous ? La commune quand il est question de localiser les approvisionnements alimentaires du bassin annécien ; le département quand on évoque la dominante laitière de la production agricole haut-savojarde ; la région quand on parle de nourrir la population de l'Île-de-France, région dans laquelle réside un français sur six.



L'ancrage dans le territoire est donc, avant tout, une question d'échelle. La mise en place d'une production agricole diversifiée (polyculture élevage), de qualité et ancrée dans son territoire est une perspective intéressante tant pour les agriculteurs que pour le tissu social dans lequel ils sont intégrés. Ses atouts sont nombreux : économique (débouchés sécurisés par la proximité avec le lieu de consommation), écologique (faibles distances de transport, limitation des intrants, réduction des gaz à effet de serre), social (mise en lien direct entre producteur et consommateur au sein du territoire, création d'emplois pérennes), sanitaire (l'alimentation est un pilier de la santé environnementale) ainsi qu'en terme souveraineté alimentaire (mise en place de stocks).

Elle ne doit pas, pour autant, s'échouer dans une vision autarcique de la production agricole qui nierait les infrastructures existantes, les interactions entre les territoires ainsi que les éventuelles prédispositions de certains.

Dans cette dynamique, le foncier est un levier d'évolution important : plus les exploitations sont grosses plus elles sont historiquement soutenues par les aides décorrélées de la PAC alors même que cette taille les expose aux aléas des marchés de produits agricoles (pour leurs débouchés économiques) et des marchés de produits phytosanitaires (pour leurs intrants).

Cela les rend économiquement fragiles et en oriente le modèle vers la monoculture, monoélevage.

Parallèlement, ces grosses exploitations nécessitent d'importants investissements qui viennent grever encore un peu plus leurs comptes et en rendent la transmission complexe. In fine, leur absorption n'est possible que par des exploitations encore plus grosses, qui seules ont les capitaux nécessaires, entraînant un effet de consolidation financière, de concentration foncière, et de spécialisation dans la production à l'échelle du territoire.

La problématique générale des politiques agricoles actuelles est d'accompagner un corps économique fragilisé par la mondialisation, la marchandisation des échanges de produits agricoles et sa dépendance globale à la PAC vers des modèles de production plus qualitatifs que quantitatifs, ancrés au sein d'un bassin, intégrés dans un environnement et socialement protecteurs sans perdre de vue l'interconnexion des territoires.

Les outils institutionnels mobilisables pour réaliser ce travail de planification dépendent de l'échelon administratif auquel on se trouve mais ils sont nombreux : réserves foncières, SCOT\*, PAT\*, mise en place de quotas avec des stocks, prix garantis...

Le maintien d'une forte proportion d'aides directes décorrélées au sein de la nouvelle PAC, la nationalisation d'une part importante de sa mise en œuvre ainsi que la faiblesse des aides à l'installation invite à identifier d'autres leviers de financement parmi lesquels se trouvent notamment le FSE\*, le FEDER\* ainsi que le FEADER\*.

\*SCOT : schéma de cohérence territoriale

\*PAT : projet alimentaire territorial

\*FSE : fonds social européen

\*FEDER : fonds européen de développement régional

\*FEADER : fonds européen agricole pour le développement rural

**Morgan MASSONIE-VERNAY, délégué fédéral aux études et au projet**

## Écologie et agriculture : le défi de la transition climatique

L'agriculture est confrontée à un défi redoutable. Réduire à l'horizon 2050 ses émissions de gaz à effet de serre de moitié conformément à la trajectoire de la stratégie nationale bas carbone (SNBC). Cet objectif n'est atteignable que si parallèlement à la mise en œuvre des principes et techniques de l'agro-écologie, s'enclenche un vaste processus de «désécialisation» des régions, de réallocation de l'usage des terres et de réorganisation des filières.

L'élevage, à l'origine de l'essentiel des émissions de méthane doit revoir ses objectifs. Les grandes cultures doivent apprendre à se restreindre sur la fertilisation et à diversifier les espèces végétales. Et globalement une dynamique d'extensification doit rapidement être amorcée dans de nombreuses régions.

Conjugée à une évolution des habitudes alimentaires, à des mesures fortes de réduction du gaspillage et à une révision des dogmes de grande puissance agricole exportant massivement ses surplus, cette transition apparaît encore possible. On peut néanmoins se dire que sans la mise en œuvre d'un outil puissant capable de peser sur les orientations de fond des systèmes productifs, les trente ans qui nous restent risquent de ne pas être suffisants pour atteindre l'objectif de neutralité carbone et de réduction de notre empreinte carbone, si tant est qu'il soit atteignable sous le seul effet du marché et de la bonne volonté des acteurs.

Historiquement les socialistes au pouvoir ont mis en avant trois grands types d'outils pour promouvoir des politiques de régulation de la production agricole.

Dans les années 80, avec Michel Rocard, la politique des quotas associant le contingentement de la production et le maintien de prix garantis a permis de trouver une issue à la crise des excédents laitiers. Dans les années 2000, avec Jean Glavany, les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) ont introduit l'idée d'une contractualisation fondée sur la combinaison d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Et plus récemment, avec Stéphane Le Foll, les GIEE (groupements d'intérêt économique et environnemental), s'appuyant sur des objectifs de réorganisation à l'échelle collective ont relancé l'idée qu'il était possible de proposer en intégrant « de l'amont

et de l'aval » des objectifs de réorientation des productions visant la qualité, les « service environnemental » et la finalité sociale.

La première a duré plus de 20 ans ; la deuxième a été balayée par le retour de la droite au pouvoir et la troisième n'a pas eu le temps de porter ses fruits.

Faut-il inventer de nouveaux outils pour tenter de peser sur le cours des choses ? Ou l'heure n'est-elle pas venue de se dire, au vue de l'urgence, que l'essentiel a été mis sur la table et qu'une combinaison de ces trois grandes approches au travers d'un outil puissant centré sur l'agro-écologie est seule en mesure de relever les défis que nous impose la transition climatique.

La politique des quotas laitiers n'a pas disparu des mémoires. Les filières de qualité ont, pour nombre d'entre elles, préservé l'idée d'une maîtrise des quantités produites. L'idée de contractualisation a fait son chemin et a marqué, au moins dans les régions où l'approche a été menée collectivement, une génération de responsables agricoles qui avaient fini par en adopter le principe. Quant aux GIEE, dont le bilan reste à établir, associés aux autres idées portées par la LOA (loi d'orientation agricole), ils ont contribué à installer l'idée que l'agro-écologie est la seule voie raisonnable pour répondre aux impasses de l'agriculture productiviste héritée des années 60.

Sauf à s'en remettre aux idées sans nuance de la décroissance chère aux écologistes ou à une énième réforme d'une PAC qui ne va pas rompre avec son orientation libérale, «l'invention» d'un outil puissant, mais puissant en fait dans des ressorts qui ont fait une démonstration d'efficacité, peut permettre d'échapper à la perspective d'un échec en puissance.

Cette piste, les socialistes, forts de leur expérience dans le domaine agricole et de la légitimité que leurs confèrent les grandes lois qu'ils ont portées, sont les seuls à pouvoir l'envisager.

**François THIMEL, premier secrétaire fédéral de la Haute-Savoie**

**Sébastien COTTET, délégué fédéral à l'agriculture**

## En Suisse, les lignes de fractures sur le modèle agricole sont les mêmes qu'en France

Depuis plusieurs mois, nos voisins suisses font face à une offensive en règle menée par le lobby agricole. Une proposition de modification de la loi sur l'agriculture déposée par le Conseil fédéral et des initiatives contre les pesticides doivent être examinées prochainement.

Notre camarade René LONGET\*, membre du Parti socialiste genevois, a occupé de nombreuses fonctions politiques (parlementaire fédéral et cantonal, président de parti, maire d'une ville suburbaine). Il a aussi été membre de nombreuses commissions d'experts, membre de la délégation suisse aux divers sommets mondiaux du développement durable et responsable au sein d'ONG. Il est aujourd'hui un témoin attentif du bras de fer qui est engagé.



G21 © L'Humen Photographie | Sebyr Francis

*Socialistes ! : Qu'est ce qui est en train de se jouer actuellement entre le Conseil Fédéral et l'Union suisse des paysans ?*

René : A l'image des débats autour du «verdissement» de la PAC, le bras de fer divise d'abord le monde agricole, entre une majorité encore attachée au soutien à la quantité, et une minorité grandissante à la recherche d'une stabilisation du monde agricole autour d'une approche qualitative.

Il est de plus en plus évident que le modèle quantitatif organise une permanente de fuite en avant, détruisant non seulement les bases écologiques de la production mais l'avenir économique des producteurs, dont le nombre se réduit constamment sans que la pression sur les prix ne s'amenuise.

L'alternative est une agriculture à taille humaine, ancrée sur la notion de juste prix et un lien plus direct entre producteurs et consommateurs, réduisant le plus possible la pression environnementale, visant authenticité et qualité, et reliée à une politique alimentaire territoriale.

Les lignes de fracture sont les mêmes en Suisse qu'en France (FNSEA et Confédération paysanne). Le gouvernement suisse avait proposé une révision des critères de subventionnement en les orientant davantage sur la réduction des impacts environnementaux, mais le lobby agricole a réussi à trouver des majorités au Parlement pour renvoyer ce projet de loi à son auteur.

*S : le 13 juin prochain, deux initiatives vont venir en débat. Est-ce qu'elles peuvent changer la donne ?*

R : Ces deux initiatives sont assez radicales en ce sens qu'elles interdiraient l'usage de pesticides et obligerait dans la pratique l'ensemble de l'agriculture à passer au bio. Ce dernier est en forte progression en Suisse, atteignant un sixième des exploitations et de la SAU (surface agricole utile). Les deux propositions soumises au vote le 13 juin sont violemment combattues par le lobby agricole, qui occulte le fait qu'elles sont dotées d'un délai de mise en œuvre de respectivement 8 et 10 ans.

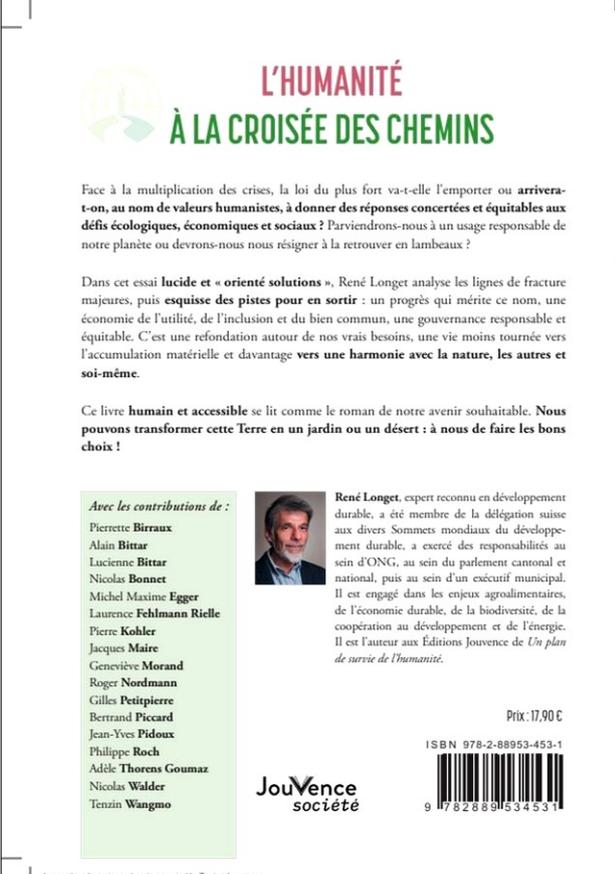
Le bio a fait ses preuves dans toutes les filières, mais en effet c'est une autre approche agronomique et qui demande une révision assez profonde de la gestion des exploitations ; c'est aussi une autre manière de concevoir son alimentation. Mais en 2030 nous serons dans une toute autre dynamique concernant les enjeux du climat et de la biodiversité, et on s'apercevra que l'agriculture biologique fait vraiment partie de la solution. Prendre ce chemin dès maintenant signifierait que la «transition écologique» souvent invoquée deviendrait réalité pour le secteur agro-alimentaire.

**S :** *tu nous livres, dans ton nouvel essai intitulé L'humanité à la croisée des chemins, une nouvelle réflexion sur les défis écologiques, économiques et sociaux. Est-ce que tu peux nous en résumer les grandes lignes ?*

**R :** Notre modèle hérité des « 30 Glorieuses » est à bout de souffle et ne parvient plus à assurer, depuis un bon moment d'ailleurs, ni l'emploi, ni une prospérité raisonnable pour tous. Il s'agit de reconstruire le lien social et trouver du sens autour d'une économie de l'utilité, de l'inclusion et du bien commun. Mais aussi de se doter d'outils de gouvernance à la fois globale et locale afin de pouvoir répondre aux défis du vivre ensemble et d'un développement durable, seules façons de maintenir une planète viable et vivable.

Si nous échouons, ce pourrait bien être la lutte de tous contre tous, la victoire du repli sur soi et de la loi du plus fort. C'est un manifeste pour une politique du bien commun, un manifeste pour l'humanisme.

\* *René LONGET, expert reconnu en développement durable, est engagé dans les enjeux agroalimentaires, de l'économie durable, de la biodiversité, de la coopération au développement et de l'énergie. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Planète, Sauvetage en cours, Aller à l'essentiel et Un plan de survie de l'humanité.*



**L'HUMANITÉ  
À LA CROISÉE DES CHEMINS**

Face à la multiplication des crises, la loi du plus fort va-t-elle l'emporter ou arrivera-t-on, au nom de valeurs humanistes, à donner des réponses concertées et équitables aux défis écologiques, économiques et sociaux ? Parviendrons-nous à un usage responsable de notre planète ou devons-nous nous résigner à la retrouver en lambeaux ?

Dans cet essai **lucide et « orienté solutions »**, René Longet analyse les lignes de fracture majeures, puis **esquisse des pistes pour en sortir** : un progrès qui mérite ce nom, une économie de l'utilité, de l'inclusion et du bien commun, une gouvernance responsable et équitable. C'est une refondation autour de nos vrais besoins, une vie moins tournée vers l'accumulation matérielle et davantage **vers une harmonie avec la nature, les autres et soi-même.**

Ce livre **humain et accessible** se lit comme le roman de notre avenir souhaitable. Nous pouvons transformer cette Terre en un jardin ou un désert : à nous de faire les bons choix !

**Avec les contributions de :**  
 Pierrette Biraux  
 Alain Bitar  
 Lucienne Bittar  
 Nicolas Bonnet  
 Michel Maxime Egger  
 Laurence Fehlmann Rielle  
 Pierre Kohler  
 Jacques Maire  
 Geneviève Morand  
 Roger Nordmann  
 Gilles Petitpierre  
 Bertrand Picard  
 Jean-Yves Pidoux  
 Philippe Roch  
 Adèle Thorens Goumaz  
 Nicolas Wälder  
 Tenzin Wangmo

**René Longet**, expert reconnu en développement durable, a été membre de la délégation suisse aux divers Sommets mondiaux du développement durable, a exercé des responsabilités au sein d'ONG, au sein du parlement cantonal et national, puis au sein d'un exécutif municipal. Il est engagé dans les enjeux agroalimentaires, de l'économie durable, de la biodiversité, de la coopération au développement et de l'énergie. Il est l'auteur aux Éditions Jouvence de *Un plan de survie de l'humanité*.

Prix : 17,90 €

ISBN 978-2-88953-453-1

JouVence société

René Longet

René Longet

**L'HUMANITÉ  
À LA CROISÉE DES CHEMINS**

Pour une planète viable et vivable



JouVence société

humanité à la croisée chemin couv.indd Toutes les pages 12.02.21 11.08

## Relance du Mouvement jeunes socialistes (MJS) en Haute-Savoie !

C'est avec joie que la fédération vous annonce que nos jeunes camarades ont décidé de relancer une section MJS sur notre département. Ils se sont mis en relation avec les responsables nationaux et régionaux du MJS pour pouvoir proposer des formes d'action adaptées tout en étant complètement actifs au sein de la fédération.

Portraits des premiers membres :



### Qui es-tu ?

**Loris Dumont**, 18 ans (depuis octobre), je suis adhérent au parti socialiste depuis février 2020. Depuis 2016 et mon arrivée en Haute-Savoie, j'ai vécu à Allonzier-la-Caille puis à Cruseilles. Je suis lycéen au lycée les Bressis à Seynod en terminale STMG (sciences et technologies du management et de la gestion).

### Pourquoi t'investir dans les MJS ?

Le MJS, c'est un projet que j'ai depuis quelques années. Mais dû à mon manque de savoir-faire, je l'avais mis en stand-by. Quand j'ai appris l'arrivée de Valentin au PS, j'ai sauté sur l'occasion et tous les deux, on s'est mis d'accord pour remonter cette structure qui, à mon avis, est essentielle pour le renouveau d'une jeunesse socialiste en Haute-Savoie, mais aussi pour mobiliser la jeunesse sur de nombreux sujets. Le MJS, pour moi, ça représente une première expérience "associative/politique". C'est quelque chose que j'ai toujours voulu toucher, où j'ai toujours voulu m'impliquer. C'est à la fois très sérieux et à la fois simple. C'est aussi un outil merveilleux pour rencontrer des personnalités, mais aussi des histoires et des ordinaires.

### Quelles sont les causes qui te tiennent à cœur ?

Étant donné que je vis dans une zone rurale, le sujet qui me tient le plus à cœur ces derniers mois, c'est véritablement les transports interrégionaux et départementaux. Au cours de mes 3 années de lycée, je me suis souvent retrouvé coincé à cause du manque de bus. Et c'est quelque chose que je souhaite voir disparaître. La Haute-Savoie est un département conçu pour les voitures, or les automobiles ne sont pas le futur. Il faut réinventer cela et j'y travaille pendant mon temps libre.

### Qui sont les personnes qui t'inspirent ?

Ces dernières années, deux personnes m'inspirent. Boris Vallaud et la candidate à la présidence de la région AURA Najat Vallaud Belkacem. Dans les deux cas, pour leurs convictions (revenu de base, ouverture du RSA pour les moins de 25 ans, remise en cause des grands patrons, retrouver certaines de nos valeurs sociales et le vote ouvrier). Mais aussi Elise Lucet, LA journaliste que je souhaite rencontrer.

### Coup de cœur ou coup de gueule ?

Coup de cœur : le dernier livre de Boris Vallaud : "Un esprit de résistance". Coup de gueule : le manque d'information sur le bac de notre fameux ministre...



### Qui es-tu ?

Je m'appelle **Thomas de Sarrazin**, j'ai 17 ans et je suis actuellement lycéen, en Terminale STMG au lycée Les Bressis.

### Pourquoi t'investir dans les MJS ?

Je souhaite m'investir dans les MJS car je suis fortement intéressé par la politique et je pense que c'est l'un des meilleurs moyens pour apprendre à mieux connaître mon sujet et mes envies, ainsi que mes convictions.

## Relance du Mouvement jeunes socialistes (MJS) en Haute-Savoie ! (suite)

### Quelles sont les causes qui te tiennent à cœur ?

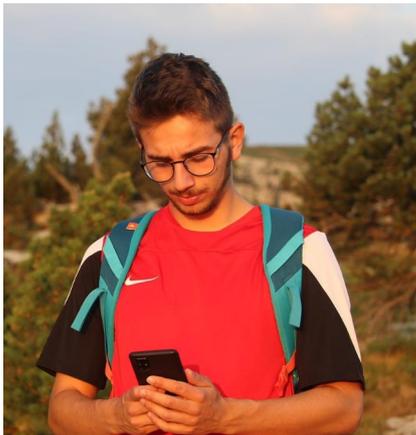
Les causes qui me tiennent à cœur sont notamment l'écologie, l'action sociale (les inégalités, par exemple) et l'économie.

### Qui sont les personnes qui t'inspirent ?

Les personnes qui m'inspirent le plus en ce moment sont les jeunes de mon âge (ou les moins jeunes) qui sont investies dans le domaine politique. Cela m'inspire et me donne envie de suivre le même chemin.

### Coup de cœur ou coup de gueule ?

Très honnêtement, mon "coup de gueule" du moment c'est principalement tout le gouvernement LREM qui, selon moi, prend des décisions qui n'avantagent qu'une certaine catégorie de personnes et non la totalité.



### Qui es-tu ?

Je suis **Valentin Chatenoud**, j'ai 19 ans, j'habite à Andilly en Haute-Savoie et je fais des études de droit à l'Université Savoie Mont-Blanc de Chambéry.

### Pourquoi t'investir dans les MJS ?

J'ai décidé d'accompagner Loris dans cette aventure de relance du mouvement des jeunes socialistes, car je trouvais qu'il manquait quelque chose à la fédération. Cela faisait à peine moins d'un mois que j'étais arrivé et que je songeais déjà à rejoindre une instance plus jeune. Je m'investis donc pour permettre un réel décollage à gauche en Haute-Savoie, pour donner envie aux autres jeunes comme moi de nous rejoindre.

L'on dit souvent que le département est historiquement ancré à droite et que jamais cela ne changera, pourtant, au fil de mes rencontres, je suis persuadé que cela est complètement faux.

### Quelles sont les causes qui te tiennent à cœur ?

Personnellement, l'une des causes qui me tient à cœur est l'écologie, je pense qu'il y a encore énormément de travail à faire sur ce sujet sans pour autant en faire l'unique priorité actuelle ; nous traversons une période difficile en tout point, tant sur le point social qu'économique.

### Coup de cœur ou coup de gueule ?

Actuellement j'ai plusieurs coups de gueule et je suis sidéré de voir que très peu de gens pensent de la manière qui me paraît pourtant évidente. Je pense notamment aux forces de l'ordre et au rejet d'une partie de la population de leur autorité ; de plus en plus d'actes anti-flic, qui maintenant sont de moins en moins justifiés. Aujourd'hui, le simple fait de porter l'uniforme peut causer votre tabassage (à une période, il y avait la justification des repréailles contre les bavures). Le plus triste à cela est le soutien à demi-mesure du gouvernement. J'ai aussi un coup de gueule contre cette nouvelle gauche qui se développe en France, comparable à celle présente aux États-Unis, qui par la volonté de préserver les minorités devient aussi intolérante que l'extrême droite et s'éloigne chaque jour toujours un peu plus de la volonté universaliste et républicaine. Pour moi, la cancel culture ou le racisme n'ont rien à faire dans notre pays et ne sont que rempart à la notion de fraternité présente dans notre devise.

### Qui sont les personnes qui t'inspirent ?

Pour les personnes qui m'inspirent, je suis très admiratif du combat de François Hollande, de sa manière dont il a su gouverner alors que plus personne ne le soutenait.



# Images de campagne !

